

L'Action commune fait polémique

GAUCHE La sortie conjointe de Di Rupo/Labille/Goblet irrite mutuelles et syndicats

► Au sein du Groupe des Dix, on se pose beaucoup de questions sur la stratégie de la FGTB.

► Au sein des autres mutuelles, la sortie du patron de Solidaris inquiète : « Cela nous met tous en difficulté »

Lundi dernier, au lendemain du congrès PS, Elio Di Rupo s'affichait aux côtés de Marc Goblet (FGTB) et Jean-Pascal Labille (Solidaris).

Le grand retour de l'Action commune ? Officiellement, les trois hommes étaient là pour soutenir la campagne « Protection sociale pour tous ». Sauf que la symbolique était évidente. Appuyée par un message on ne peut plus politique, anti-gouvernemental. « *Le gouvernement MR/N-VA s'en prend aux droits des travailleurs, des familles des pensionnés* », lance le président de parti. « *Ils ont livré la Wallonie et les francophones à la N-VA* », ponctue le leader syndical. Et le patron des mutuelles met lui-même l'Action commune sur le tapis : « *Il faut lui donner un sens nouveau. Il faut une union renouvelée.* »

Voici un an, le pilier socialiste semblait fragilisé, la FGTB menant campagne contre certaines mesures du gouvernement Di Rupo, avec le soutien explicite du PTB. Depuis que l'ancien Premier ministre est de retour au boulevard de l'Empereur (et Jean-Pascal Labille chez Solidaris), depuis, aussi, que le PS est dans l'opposition au fédéral, et en difficulté dans les sondages, la famille socialiste semble désireuse de resserrer les liens. Même si, dans toutes ses branches, on s'en défend : au PS, « *parce qu'ils n'ont jamais été distendus* ». A la FGTB « *parce qu'il n'y en pas de privilégié* »... ■

V.La.

mutuelles « C'est un mauvais exemple de gouvernance »

Les mutuelles c'est de l'argent public, et on va l'utiliser pour les campagnes électorales du Parti socialiste. » Le raccourci, signé Jacqueline Galant dans *L'Echo* du week-end, est rapide, cinglant, politique. Le MR, n'a guère apprécié ce renforcement de l'opposition rouge, pointant surtout le jeu mutualiste. Sur RTL, milieu de semaine dernière, Daniel Ducarme accuse : « *Ce sont des liaisons dangereuses. On est dans la confusion des genres et des métiers.* » L'ancien ministre Labille – qui a retrouvé ses fonctions de secrétaire général des Mutualités socialistes – ne voit pas les choses de la même manière : « *Les conservatismes sont si puissants que ce n'est qu'au prix d'un rassemblement des forces progressistes que nous parviendrons à en avoir raison* », justifie-t-il, appelant à « *renouer avec la fougue* » de ceux qui ont bâti la Sécurité sociale.

Le problème, c'est que le mouvement socialiste n'est pas le seul bâtisseur de l'institution « assurance maladie ». Et que parmi les autres mutuelles, on apprécie très peu la sortie en solo. « *Oui, nous avons des représentants politiques dans notre conseil d'administration. Oui, nous avons une position politique dans la mesure où la sécurité sociale et la solidarité priment mais il faut l'analyser davantage comme la défense de valeurs communes que comme une action politicienne* », analyse un cadre d'une autre mutualité.

N'empêche : ne peut-on pas admettre que, même dans un système consensuel – l'assurance maladie est gérée sur la base d'une concertation obligatoire entre interlocuteurs sociaux –, une mutuelle aille au-delà d'une position convenue ? « *Soyons clairs : si la sortie fait débat, c'est parce que l'institution concernée, comme toutes les autres, travaille avec de l'argent public.* »

Même son de cloche dans une autre mutuelle : « *On voit très bien que cette posi-*

tion isolée énerve le gouvernement en place. En agissant de la sorte, Solidaris nous met tous en difficulté. Je comprends les idéaux mais les moyens utilisés jettent la confusion, ça excite la N-VA qui n'est déjà pas trop portée sur l'action sociale. » Un autre cadre renchérit : « *Il n'en faudra pas beaucoup plus pour que le gouvernement exige d'y voir encore plus clair sur l'utilisation des moyens des mutuelles. Nous, nous sommes transparents, mais une telle provocation risque de jeter la suspicion sur tout le mouvement mutualiste.* » En filigrane, il y a le montant des frais d'administration des mutuelles, soit ce qu'elles touchent pour gérer les prestations de l'assurance obligatoire en cas de maladie et d'invalidité. En 2014, ça représente la bagatelle d'un gros milliard d'euros ! « *A l'heure où le gouvernement cherche à économiser des dizaines de millions, il n'est peut-être pas nécessaire de le provoquer* », analyse un cacique.

« Ringard, archaïque »

Un autre ajoute : « *C'est ringard ce truc, complètement archaïque. Ça donne juste l'impression que Labille a reçu pour mandat de faire de l'opposition. Le PS se donne l'impression que cette mobilisation est une force mais ce n'est vraiment pas dans l'air du temps, c'est juste un mélange des genres, un mauvais exemple de gouvernance. La confirmation en fait que tout est lié : parti, mutuelles, syndicat, administration, organismes de contrôle, ASBL de terrain...* »

Il va plus loin, observe l'union sacrée à la lumière du début de scission de la Sécurité sociale : « *La Wallonie est occupée à construire un nouvel organisme d'intérêt public (OIP) pour gérer les allocations familiales et d'autres matières. Le mouvement socialiste ne cherche-t-il une posture a priori, une manière de revendiquer le plus gros morceau dans la gouvernance du*

nouvel OIP ? »

Une certitude : Solidaris réfute en bloc l'ensemble des accusations. « *Ce qui est ringard aujourd'hui, c'est de détricoter une protection sociale pour laquelle des générations de travailleurs se sont battues*, dit Jean-Pascal Labille. *Sur la transparence des comptes, je suis à l'aise. Même si nous livrons parfois de l'information sur des personnes qui défendent les mêmes valeurs que nous, jamais nous n'avons participé au financement d'une campagne du PS. Par contre, il est tout à fait normal que les acteurs de terrain d'une même famille fassent remonter les difficultés des gens à ceux qui détiennent les clefs de l'action politique.* » ■

ÉRIC BURGRAFF

syndicats « Cela met à mal le front commun »

Marc Goblet, sparadrap contre sparadrap avec Elio Di Rupo... Voilà qui n'est vraiment pas du goût de Marie-Hélène Ska. Invitée de Bel RTL, la secrétaire générale de la CSC attaque : « Cela perturbe gravement les repères des travailleurs. Cela met à mal, à une série d'endroits, le front commun syndical. Il faut savoir ce qu'on veut : obtenir des améliorations pour les travailleurs ou ramener un certain parti à la table du gouvernement ? » Des propos qui reflètent, nous explique la dirigeante syndicale, un certain malaise chez les verts. « Nous avons un programme de revendications, nous menons une série d'actions en front commun. Mais, c'est vrai, depuis octobre, la question de savoir si la FGTB mène un combat syndical ou politique est posée. Certains, chez nous, se demandent si l'Action commune devient une priorité pour la FGTB. Cela induit un certain flou. » Au point de saboter la concertation sociale ? « Je sens bien, autour de la table, tant avec le gouvernement qu'avec les employeurs, qu'il y a de plus en plus de doutes qui s'insinuent sur le rôle de la FGTB. »

A la CGSLB, on avoue être aussi tombé des nues la semaine dernière. « Si les militants de Marc Goblet acceptent ça, tant mieux pour lui. Chez nous, ça ne se passerait pas comme ça », insiste le porte-parole du syndicat libéral. Au passage, il s'étonne aussi de voir « une campagne du CNCN récupérée par la communication

socialiste » – l'ONG confirme, par la voix de son secrétaire général, Arnaud Zacharie « ne pas avoir été informée de l'initiative, ce qui était cavalier » mais entend bien « aller demander au PS de s'engager concrètement ».

Sur le banc patronal, on enfonce le clou de la confusion des genres. « Les organisations des patrons et des travailleurs sont indépendantes de tout parti. On ne peut pas réclamer de l'autonomie pour la concertation et, en même temps, afficher un lien aussi direct avec un parti, assène un ténor. Ce n'est pas bon pour la crédibilité des partenaires sociaux. » Le Groupe des Dix est-il dès lors fragilisé ? « A priori non, poursuit notre interlocuteur. Mais cela va évidemment laisser quelques traces. Ceci dit, c'est sans doute d'abord au banc syndical de clarifier les choses. Cela pose surtout des problèmes entre syndicats. »

Le front commun syndical se lézarderait-il ? Celui par qui la polémique arrive voit rouge.

« D'abord, arrêtez de parler de l'Action commune. Moi, j'ai appelé à l'union de toute la gauche, en ce compris avec le PTB. Et quand je fais ça, je ne fais pas de la politique. » C'est pourtant ce que craint Marie-Hélène Ska... Le ton monte d'un cran. « J'espère qu'elle n'essaie pas d'utiliser ça pour dire qu'elle n'est plus dans le même esprit par rapport au front commun », s'indigne Marc Goblet. Lequel se dit encore « bien évidemment conscient des tentatives de récupération de la FGTB par un PS affaibli sur sa gauche » et assure

« que ce n'est pas sûrement pas le PS qui nous dit ce que nous devons faire, la FGTB décide seule ». Et à ceux qui redoutent que son combat s'affaïsse contre les gouvernements des entités fédérées, le leader syndical s'énerve : « s'ils prennent des mesures contre les travailleurs, nous réagirons de la même manière mais, eux, au moins, ils ont organisé la concertation. » ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

À BRUXELLES

« Les syndicats sont encore debout ! »

Près de 3.500 militants syndicaux selon la police, au moins 7.000 d'après les organisateurs, ont marché lundi matin dans les rues de Bruxelles contre les « mesures d'austérité et de régression sociale décidées par le gouvernement Michel ». « Nous sommes confrontés à un projet construit et réfléchi de diminution de toutes les protections sociales », a dénoncé Philippe Van Muylder, secrétaire général de la FGTB. « L'austérité n'a jamais résolu un problème », a enchaîné Chris Vanmol, secrétaire fédéral de la CSC. « Nous pouvons le constater : les syndicats sont encore debout ! », a conclu Philippe Vandenabeele, secrétaire général de la CGSLB. Mercredi, les syndicats manifesteront à Liège, Namur et Charleroi ainsi que dans les grandes villes de Flandre. (b)

DÉCODAGE

L'Action commune, le plus coriace des piliers

L'une des particularités de la société belge, c'est son organisation en « piliers ». Du nom de cet ensemble d'organisations qui partagent une même orientation idéologique : un syndicat, une mutualité, des écoles, des associations professionnelles (classes moyennes, agriculteurs), sociales, culturelles, des mouvements de jeunesse, ainsi qu'un parti. Une galaxie qui influe sur la scène politique, le modèle socio-économique (via la concertation sociale ou la gestion paritaire de la Sécu), le fonctionnement de la société civile... Les trois piliers historiques du Royaume (chrétien, socialiste, libéral) ont tous perdu du poids, ces dernières décennies. Parce que la société s'est éparpillée. Parce que, sur la scène politique, des partis ont émergé, qui échappent à la pilariation (Ecolo, N-VA, FDF...). Parce que les citoyens ne se reconnaissent plus dans pareil cloisonnement, et panachent leurs choix de vie (exemple : inscrire ses enfants à l'école catholique ne suppose pas que l'on soit chrétien). Parce que les différentes composantes ont elles-mêmes cherché leur émancipation. Ainsi, Marie-Hélène Ska revendique haut et fort « le pluralisme politique » de son syndicat, acquis dès les années 70. Marc Goblet, lui, refuse de parler de lien privilégié avec le PS - d'ailleurs, depuis que je suis en fonction, je n'ai pas été une seule fois au bureau du PS ». Mais, au boulevard de l'Empereur, on insiste : « les liens de l'Action commune n'ont jamais été distendus. Ses composantes, qui gardent leur indépendance, se sont encore réunies il a 2, 3 semaines. »